

REVUE DE PRESSE Vendredi 21 avril 2017



Projets présidentiels

Culture: les propositions des candidats



François FILLON Les Républicains

Élargir la redevance à tous les vecteurs de diffusion de la télévision. Réduire le nombre de chaînes de TV et de radios publiques. Lutter contre les abus du régime des intermittents. Conforter la loi Hadopi. Rénover le patrimoine.



Benoît HAMON Parti socialiste

Instaurer une loi antitrust dans les médias.
Préserver le régime des intermittents. Créer un ministère du Temps libre.
Porter le budget de la culture à 1% du PIB. Taxer les GAFA. Créer un statut de média indépendant à but non lucratif.



Marine LE PEN Front national

Supprimer la loi Hadopi.
Maintenir l'audiovisuel
public. Créer une carte
professionnelle
d'intermittent. Réformer
le CSA. Instaurer un seuil
d'aide publique à partir
duquel un industriel ne
peut acheter un groupe
de presse.



Emmanuel MACRON En Marche!

Simplifier la réglementation audiovisuelle en matière de publicité. Ouvrir les bibliothèques en soirée et le dimanche. Pass culture de 500€ pour chaque Français l'année de ses 18 ans.

Rapprocher les sociétés

audiovisuelles publiques.



Jean-Luc MELENCHON La Franca insoumise

Consacrer 1% du PIB à la culture. Adopter une loi anti-concentration des médias. Pérenniser le régime des intermittents. Couvrir en très haut débit tout le territoire. Protéger les données personnelles contre l'utilisation commerciale.



Nathalie ARTHAUD Lutte ouvrière

Pas de proposition.



François ASSELINEAU Union populaire républicaine

Adopter des lois anti-concentration des médias. Interdire les dispositifs de surveillance massive des données en ligne. Améliorer le chèque culture.



Jacques CHEMINADE Solidarité et progrès

des intermittents.
Accès gratuit et
permanent aux
établissements
culturels.
Augmenter le
budget de la culture
à 2% du PIB.

Pérenniser le régime



Nicolas DUPONT-AIGNAN Debout le France

Abroger la loi Hadopi. Consacrer 1% du budget à la culture. Taxer les fournisseurs d'accès. Instaurer la gratuité dans les musées le dimanche pour les Français.



Jean LASSALLE Centre

Couvrir tout le territoire en haut débit. Étendre les horaires des bibliothèques. Mettre sous conditions le financement public des médias privés.



Philippe POUTOU Nouveeu parti anticagitaliste

Abroger la loi Hadopi. Créer une législation anti-concentration dans les médias. Augmenter les moyens pour les médias publics. Réformer le CSA.

INFOGRAPHIE CL

Source : site des candidats

 ■ CL a rencontré des enfants de La Couronne, Ruelle et Châteauneuf pour évoquer la campagne et entendre leurs propositions
 ■ L'environnement est au cœur de leurs inquiétudes
 ■ Quant aux affaires...



Les médiateurs de l'école de Châteauneuf viennent de toutes les classes de primaire. Ils estiment que les «candidats ne s'écoutent pas assez».



Au conseil municipal des enfants de Ruelle, les propositions tournent beaucoup autour de la question animale et de l'environnement.



Les CM2 de Marie-Curie à La Couronne avaient préparé l'échange et multiplié les idées pour le futur président.

Campagne 2017

La présidentielle vue par les enfants

Qu'on leur laisse chacun une semaine. On verra s'ils font

ce qu'ils ont annoncé.

Maurice BONTINCK m.bontinck@charentelibre.fr

ls ont pris leur rôle très à cœur. Et leur vision de cette campagne est aussi rafraîchissante que déroutante.
Loin des affaires qu'ils abordent à peine, mais très proches de la cause animale et de l'environnement qui les obsèdent beaucoup. «Si on continue comme ça, on ne survivra sûrement pas tous», assène Perrine, du haut de ses 10 ans et de sa toute petite voix. Les mesures sont d'ailleurs souvent radicales. «Il faut arrêter toutes les usines qui polluent et replanter des arbres à la place.»

CL a rencontré près de cinquante enfants de 8 à 12 ans: une classe de CM2 de l'école Marie-Curie de La Couronne, les futurs médiateurs formés pour régler les conflits entre élèves à Châteauneuf, le conseil municipal des jeunes de Ruelle. Et les adultes présents sont ressortis de là avec une étrange sensation: le monde dont rêvent les enfants est loin, très loin de celui proposé par les grands dans leurs programmes ou à la télé. «Si j'étais Président, je construirais plus d'hôpitaux, explique cet élève de La Couronne. Ma grand-mère habite Nontron [en Dordogne, NDLR] et elle est obligée de venir à Girac pour se faire soigner.»

Des mesures de bon sens qui se heurtent à la complexité du monde comme le résume Marion, 9 ans, très marquée par les «reportages» sur la pauvreté: «Quand je vois les reportages sur les agriculteurs, il y



Les CM2 de Marie-Curie à La Couronne ont travaillé sur les pouvoirs du président de la République.

Photos Renaud Joubert

a des problèmes avec le lait, les élevages, ça me fait un peu mal au cœur», raconte l'enfant qui se dit aussi «vexée» de voir «des pauvres hospitalisés parce qu'ils n'ont pas assez mangé».

À la télé toujours, ce n'est pas le feuilleton des affaires qui les marque le plus mais les reportages sur les abattoirs ou les «braconniers». «Je voudrais qu'on traite bien les animaux, explique le Ruellois Gabriel, 9 ans. J'ai vu un reportage sur la manière dont ils tuent les cochons en les asphyxiant, c'est hor-

rible.» Le benjamin de ces groupes, Lucas, 8 ans, demande, lui, de créer «des zones protégées pour les animaux». La proposition fait l'unanimité. «Parce qu'il y a trop d'espèces en voie de disparition», s'inquiète Hakim, 11 ans.

«Ils répondent à une question par une autre»

Quant à la campagne présidentielle, ils sont loin d'être hermétiques à la politique. «J'ai vu le débat. J'aime beaucoup regarder même si je ne comprends rien. Surtout que les politiques répondent souvent à une question par une question», perce Mickaël à La Couronne. À Ruelle, Lilou résume bien l'indécision des électeurs à quelques jours du scrutin: «La droite et la gauche, c'est compliqué. Si tu votes pour quelqu'un, il va t'avantager sur certains points mais te défavoriser sur d'autres. Alors, c'est dur de choisir.» On sent finalement rarement poindre les avis politiques des parents, sauf quand une élève dit «connaître plein de personnes

qui travaillent, travaillent et y en a plein qui sont au chômage et qui en profitent et c'est embêtant».

Du côté de La Couronne, les élèves ont «beaucoup de mal à comprendre pourquoi un Président ne peut pas être poursuivi pendant les cinq ans de son mandat». Et l'un d'enchaîner aussitôt: «Ça veut dire que si le Président tue quelqu'un, il peut continuer?» L'immunité présidentielle ne va pas jusque-là, mais les enfants se montrent tous intransigeants avec la loi et les règles en général. Ils ont même l'interdiction facile. La cigarette est à «interdire totalement», tout comme «les animaux dans les cirques». Et même «l'école le mercredi matin» pour Margaux, favorable à la semaine d'école de deux jours, «lundi et mardi»! Les petits Ruellois apprécieraient.

Étienne propose de bannir «la journée de la femme pour que la fête des femmes et des hommes soient tous les jours». Parce qu'après tout, «s'il n'y a qu'une journée de la femme, ça veut dire que tous les autres jours, c'est la journée des hommes»... Les idées fusent, comme mettre des «tables aux arrêts de bus pour déposer les sacs parce qu'ils sont trop lourds» ou de réduire «le CO₂ des voitures».

Au final, l'un d'entre eux a la solution pour satisfaire tous les candidats: «Qu'on leur laisse chacun une semaine comme Président, on pourra voir ce qu'ils font et s'ils font ce qu'ils ont annoncé.» Dans cette campagne complètement folle, on n'est plus à un rebondissement près.





Projet «L'Eau d'une vie»: les Cognaçais sur le départ

- Les six jeunes engagés dans ce projet solidaire de puits de forage au Sénégal s'envolent ce dimanche
- Avides d'y être après huit mois d'investissement et de formation avec le Centre des jeunes dirigeants de Cognac.

Gilles BIOLLEY g.biolley@charentelibre.fr

es valises sont prêtes, chargées d'effets personnels pour l'une, de vêtements, de livres et de médicaments pour les autres. L'impatience est à son comble. «Je suis surexcitée, lance Francesca. On a tous hâte d'y être, moi je compte les jours». Encore deux et ce sera fait. Dimanche, après avoir fait son devoir électoral comme ses collègues, cette jeune



es valises sont prêtes et la motivation au top pour la délégation cognaçaise de «L'Eau d'une vie».

Repro CL

Cognaçaise de 21 ans s'envolera vers le Sénégal. Comme Maxens, Clotilde, Lamine, Tom et Navela, autres jeunes de l'agglomération de Grand Cognac, elle fait partie de la petite délégation en partance pour «Village pilote», un centre d'accueil et d'hébergement pour enfants sénégalais désocialisés, situé à une centaine de kilomètres de Dakar.

Objectif durant leurs deux semaines d'immersion: mener à bien les premiers travaux de construction, d'entretien et de suivi d'un puits de forage de 150 mètres destiné à assurer la pérennité du site.

Une restitution le 31 mai

Ce projet solidaire, dénommé «L'Eau d'une vie», est organisé par le Centre des jeunes dirigeants (CJD) de Cognac et conjugue humanitaire et formation professionnelle, comme le rappelle Thomas Gonon, l'un des quatre responsables d'entreprise à les accompagner, tous sur leurs propres deniers, dans ce voyage auquel s'est greffé Rémy Marcotte (lire encadré). «C'est l'aboutissement de 8 mois d'investissement de la part de ces jeunes qui ont dû bâtir avec nous ce projet, trouver les financements [50 000€, NDLR], se former à des démarches identiques à celle de la recherche d'emploi pour le concrétiser, et se motiver également pour aller au bout.»

Motivée, Navela, l'est. Au point d'avoir mis en balance le CDD qu'elle a trouvé durant cette période. «Mais mon entreprise a bien compris et m'a accordé ce temps pour partir», remercie cette Cognaçaise de 23 ans.

«Pour rien au monde, j'aurais lâché, je me suis engagée auprès du CJD et des partenaires, c'était donc évident. Et puis c'est trop Pour rien au monde, j'aurais lâché, je me suis engagée (...) Et c'est trop important pour moi, essentiel de tendre la main à ces gens qui en ont besoin.

important pour moi, essentiel de tendre la main à ces gens qui en ont besoin», souligne-t-elle, prête à découvrir cet autre univers «loin du confort, peu d'électricité, des douches au seau d'eau, la chaleur, le travail et bien d'autres choses encore à vivre. Une belle ouverture sur le monde cependant aux côtés de gens, qui, malgré tout, vont de l'avant», leur promet Thomas Gonon.

Une aventure que ces jeunes restitueront, entre témoignages et vidéos, le 31 mai au Castel de Châteaubernard lors d'une soirée tout public dont les bénéfices seront reversés à l'opération et dont l'ancien ministre, Luc Ferry sera l'invité.

Le Jardin Respectueux s'exporte

«J'ai rencontré Loïc (Tréguy, directeur de «Village pilote») lors de sa venue à Cognac. On a parlé semences, je me suis dit que c'était une bonne idée de me greffer à ce voyage.» Rémy Marcotte, créateur du Jardin respectueux de Châteaubernard, met également le cap sur le Sénégal. S'il donnera «un coup de main» à la réalisation de ce forage, son séjour visera surtout à exporter le concept de la banque de graines lancée par l'association depuis quelques années. «L'idée est d'aider les gens sur place à développer ainsi leur autonomie alimentaire et le maraîchage, histoire

de ne pas être aux mains des grands groupes de l'agro-alimentaire, explique-t-il. Je vais donc partir avec des graines et l'objectif de revenir avec un projet construit sur place autour de la semence». Une démarche déjà en cours au Laos et au Vietnam entre autres pays, où des adhérents du Jardin sont eux aussi partis les valises bien remplies de graines et de quoi faire des petits films qui seront diffusés lors d'un futur spectacle au Jardin respectueux autour de la banque de graines. «La seule autorisée à se faire braquer», rappelle-t-il avec le sourire.

■ Stéphane Jacob,



directeur adjoint chargé des finances de l'hôpital de Brive (Repro CL) et ancien directeur du département des ressources humaines du CHU de Lille, est annoncé comme le futur responsable du Centre hospitalier intercommunal du Pays de cognac et du centre hospitalier de Châteauneuf. Il prend la suite d'Hervé Léon, directeur de l'hôpital de Girac, qui assurait l'intérim à ce poste depuis le départ de Jérôme Trapeaux en janvier dernier. Sa prise de fonctions est prévue pour début juin.

Moto-écoles

La colère monte dans les tours

lles sont huit sur l'agglo de Grand Cognac, huit auto-écoles en colère, à s'élever contre la décision rendue par la direction départementale des territoires (DDT) de supprimer la piste de Cognac qui servait jusque-là aux examens du permis de conduire moto, sur le parking de L'Espace 3000. «On a appris ça il y a une dizaine de jours et c'est officiel, assure Fabrice Pons, de l'auto-école de Crouin. On avait obtenu un report d'un mois afin de trouver une solution et un rendez-vous avec la DDT pour le 11 mai et ca tombe comme ça, on ne comprend pas», peste-t-il, courroucé comme ses collègues «de devoir désormais aller à Nersac pour faire passer cet examen, alors que depuis trente ans cette piste à Cognac fonctionnait très bien.»

Selon lui, cette décision aurait été prise afin de limiter les coûts de déplacement de l'inspecteur, «Une incohérence, autant pour des raisons de sécurité qu'en terme d'économie d'énergie, domaine dont on nous rebat les oreilles, alors qu'aller à Nersac va faire déplacer plus de véhicules donc plus d'émission de CO2 et j'en passe», souligne-t-il.



La piste de Cognac qui servait au passage des examens du permis moto est sur la sellette, promise à disparaître au profit de celle de Nersac selon les auto-écoles.

Photo archives CL

Des responsables d'auto-écoles prêts à battre le fer contre cette décision et qui ont alerté à cet effet le maire de Cognac et président de l'Agglo, Michel Gourinchas, comme le sous-préfet «Dont on a reçu le soutien», affirme Fabrice Pons qui a lancé une pétition qu'il présentera lors de la réunion du 11 mai avec la DDT.

G.B.

Six moniteurs de simulateur de vol brevetés à la BA 709

Six sous-officiers ont obtenu leur brevet dans cette activité majeure au sein de l'armée de l'air. Deux opèreront sur la base de Cognac.



Les Jeunes militaires ont reçu leur précieux sésame de la part de leur parrain respectif.

Repro CL

ne cérémonie de remise de brevets de spécialité «moniteurs simulateurs de vol» a eu lieu mardi sur le parking de l'École de pilotage de l'armée de l'air de la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard. Six élèves moniteurs simulateurs (Emosim) se sont vu remettre leur insigne par leur parrain respectif au cours de cette célébration présidée par le général de brigade aérienne Thierry Combel, le sous-directeur emploi formation de la direction des ressources humaine de l'armée de l'air. Les troupes étaient placées sous les ordres du lieutenant-colonel Marc Scheffler, chef du groupement d'appui à l'activité.

Le moniteur simulateur de vol tient un rôle primordial au sein de l'armée de l'air. Son rôle consiste à entraîner au sol le personnel navigant, à conduire des missions d'instruction dont le niveau de technicité s'est accru avec la dernière génération d'aéronefs, qu'il s'agisse notamment du Rafale ou de l'A400M, comme d'enseigner les connaissances cabine, les procédures normales et de secours de l'aéronef, ainsi que la phraséologie aéronautique en langue anglaise.

Cinquante-sept semaines de formation

Sous les regards émus des familles, la remise d'insigne à ces six jeunes sous-officiers dont l'un d'entre eux avait changé de spécialité, il était auparavant mécanicien navigant, a marqué la fin de la période de formation professionnelle initiale. Cette phase a permis aux jeunes moniteurs d'acquérir les compétences de base de leur futur métier. Cette formation a duré seize semaines pour l'obtention du certificat d'aptitude militaire et quarante et une semaines pour la partie professionnelle. Ce brevet est le sésame nécessaire pour poursuivre leur progression au sein de leur future unité.

Ils rejoindront, dans les prochains jours, leur unité d'affectation sur les bases de Tours, d'Orange, de Nancy, ou d'Orléans. Deux d'entre eux poursuivront leur progression sur la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard au sein de l'École de formation des pilotes de l'armée de l'air, où un Reaper, le nouveau modèle de drone qui remplacera à terme les actuels Harfang, a été publiquement dévoilé la semaine dernière.

La Grande-Champagne au rythme des cornemuses

Gensac-la-Pallue accueille la 29^e foire-expo les 19, 20 et 21 mai. Avec la Bretagne et sa culture pour invitées d'honneur.



Le bagad «Kevrenn Kastell» va rythmer la 29° foire-expo de Grande-Champagne à Gensac-la-Pallue.

Photo CL

a Bretagne est l'invitée d'honneur de la 29° foire-exposition de Grande-Champagne qui se déroulera les 19, 20 et 21 mai à Gensac-la-Pallue. Plus précisément, c'est la région de Morlaix et ses produits locaux qui seront mis sous les projecteurs charentais.

sous les projecteurs charentais. La présentation du programme des trois jours de fête s'est déroulée devant un parterre d'élus, des partenaires toujours plus nombreux, et une solide équipe de bénévoles placée sous la houlette du président Cédric Dupuy, aux anges: «Ce soir, je vous fais une confidence. Je kiffe mon poste de président. Notre foire-expo vise avant tout à faire rayonner notre région, mais aussi à en découvrir d'autres».

Lorsque le président, est parti découvrir Morlaix avec Anie Riolon, la secrétaire, et Alain Faurie, responsable logistique, le trio n'avait en poche que l'adresse d'Adrien Meyssonnier, le brasseur. Ils sont revenus avec une foule de contacts, chambre de commerce, office de tourisme, bagad, ostréiculteur, algoculteur, producteur d'andouilles, distilleries de cidre, de whisky, maître crêpier... C'est justement ce dernier, Yann Guéméné, qui est venu spécialement à cette réunion pour offrir un avant-goût des spécialités locales. Et il sera bien sûr présent à la foire-exposition.

Trois jours de fête au menu chargé

Vendredi 19 mai. Ouverture de la manifestation à 14 heures avec les animations professionnelles avant l'inauguration prévue à 17 heures et animée par le Rallye Saint-Hubert de Cognac et un sculpteur de chocolat. Puis remise des prix des concours eaux-de-vie, cognac et pineau. En soirée, repas charentais au rythme du groupe folklorique Aunis et Saintonge (1).

Samedi 20 mai. Les Vieux Volants jarnaçais seront escortés par Les Salamander Riders, club de motos 125 cm³ de Gensac, rejoints par une dizaine de bikers bretons, pour faire le tour de la Grande-Champagne. Une balade d'environ 90 km, accompagnée de Piqthiu et sa gouaille, pour annoncer les festivités. L'après-midi, course de voitures à pédales décorées sur le thème

de la Bretagne, jeux avec Accolade, et baptêmes en hélicoptère au-dessus du marais. Le repas de gala rendra hommage à la Bretagne en servant un kig a farz et un far crème anglaise. Pour prolonger la soirée, les Jeunes Agriculteurs ont imaginé un bar à cocktails avec la goulée des anges.

Dimanche 21 mai. Les cyclos ouvriront les festivités à 8 heures en proposant trois circuits au choix avec le concours de Jeannot Chaudy et du club des Verriers. Les marcheurs leur emboîteront le pas pour 8 km autour de Gensac. La course de trottinettes ouverte aux 6 à 10 ans débutera à 14h30.

Durant les trois jours. Le site sera ouvert gratuitement, animations culinaires, balades à poney, sculpteur de chocolat, tombola dotée d'un week-end en thalassothérapie pour deux personnes à Douarnenez, et au côté de quelque 80 exposants, présentations des pompiers, Croix-Rouge, auto-école sur le thème sécurité. Samedi et dimanche, buffet salle polyvalente.

 Dîners des vendredi et samedi, 20 euros sur réservation au 06 42 60 62 38.

Projet d'aménagement de la place de la mairie sur les rails

hristian Meunier, maire, et le conseil municipal, ont voté le budget communal. Les taux des taxes sont inchangés. Taxe d'habitation à 7,45 %, foncier bâti 13,42 %, foncier non bâti 36,31 %. Subventions aux associations. Elles sont maintenues: club de foot 1 600 €, comité des fêtes 1 500 €, association des parents d'élèves 800 €, société de chasse, «Les enfants du Tourtrat», «Pain d'Amis», Réparsac Vélo club 400 €, club de pétanque, viet vo dao, «Soloire Tourtrat» 200 €.

Projet d'aménagement. «Nous envisageons un important projet sur deux ans. L'aménagement total de la place de la mairie doit débuter en septembre prochain», a annoncé le maire. Avec création d'un parvis devant la mairie, doté de bancs et d'un abribus en prolongement de l'entrée de la mairie. La maison Roy acquise en 2013 par la mairie, va être transformée en halle ouverte pour accueillir des producteurs locaux ambulants de façon hebdomadaire. Création d'un cheminement piétonnier en béton désactivé tout le long du bâtiment.

La continuité sera assurée jusqu'à l'arrière de la mairie qui conduit à la salle des associations. Le parking sur le côté de la mairie sera réaménagé en aire de stationnement d'une vingtaine de places.

«Ce nouvel espace permettra d'embellir le centre du bourg et deviendra un lieu de rencontres avec la mairie, l'agence postale communale, le dépôt de pain,



La municipalité engage l'aménagement total de la place de la mairie afin d'embellir le centre du bourg.

l'espace épicerie», explique le maire. Le projet s'élève à 220 000 €. La somme de 75 000 € est budgétée pour 2017. Voirie. La municipalité prévoit la continuité programme. du 50 000 € sont réservés cette année pour la remise en état des deux rues de La Flaudrie, du chemin de La Vallade, La Roche-Croizat et sur une partie de la rue des Écoles. 4 700 € sont prévus pour des travaux sur des trottoirs dans le bourg.

Sécurité. Une réserve incendie pour desservir La Flaudrie devrait être mise en place pour 12 000 €. Autres travaux. Rénovation aux vestiaires du football, création d'un local à la salle des fêtes pour stocker le matériel pour 6 000 €. Des rideaux antifeu seront installés sur la scène (1 900 €).

Achats. Sont prévus: désherbeur thermique, perforateur, décorations de Noël, équipement d'un logiciel de comptabilité...

«La commune est très peu endettée. Nous ne connaissons pas les derniers chiffres du recensement, mais l'ancien était de 637 habitants. Nous avons bénéficié de la dotation communautaire de 25 000 € de la nouvelle agglo, ce qui nous aide pour réaliser des travaux non prévus. Nous restons cependant prudents sur notre budget», conclut Christian Meunier.

Ghislaine NORMAND

D4

Un forfait mais pas de fusion



Le président de Châteaubernard, Fabrice Arneau, ne veut toujours pas de fusion. Photo Julie Koch

orfait général jusqu'à la fin de la saison pour son unique équipe senior en Division 4, Châteaubernard rejette toujours la fusion réclamée depuis des mois par l'UA Cognac avec qui il partage le flambant neuf complexe Claude-Boué. «Ca ne change absolument rien, balaie Fabrice Arneau, le président de Châteaubernard. On va essayer de trouver des joueurs pour repartir la saison prochaine en D5.» Le petit club envisage même d'arrêter l'entente expérimentée en U15. «Ca ne se passe pas bien. On n'a pas la même vision, pas les mêmes objectifs. Nous, on veut faire jouer tous les enfants. Eux, ils jouent pour la gagne.» C'est une fin de non-recevoir on ne peut plus claire pour l'UA Cognac, qui

espérait secrètement que le récent forfait général de Châteaubernard permettrait de faire avancer le projet de fusion. «J'ai arrêté de leur demander quoi que ce soit, reprend Gérard Seguin, le président de Cognac. On a réitéré notre souhait à plusieurs reprises. On a accepté de changer le nom du club, son logo, ses couleurs, de partager la gouvernance. On ne peut pas aller plus loin. Maintenant, la balle est dans leur camp.» Moins insistant que par le passé, Gérard Séguin n'a pas changé d'avis. «La fusion, c'est le sens de l'histoire. La cohabitation n'est pas si mauvaise mais chacun vit sa vie de son côté, c'est un petit peu dommage. La fusion serait bénéfique pour tout le monde.» Si Châteaubernard a perdu le

responsable de son école de foot, parti chez le voisin cognaçais, Fabrice Arneau assure que ce transfert n'a eu aucune incidence sur les fraîches relations que les deux clubs entretiennent. «Il cherchait du travail. C'est bien pour lui. On est toujours en bons termes.» Passé d'une petite vingtaine de joueurs à une douzaine au gré des blessures et des arrêts, Châteaubernard recherche une dizaine de volontaires pour rebâtir une équipe. «On est confiant», clame Fabrice Arneau, qui peut compter sur sa solide école de foot pour exister face au voisin cognaçais. Châteaubernard compte quatre équipes en U13 et U16/U18.

Kévin CABIOCH

Ultimes plaidoyers à la télévision

■ C'était le rendezvous que les «petits» candidats ne voulaient à aucun prix manguer En dépit de l'absence de débat, les onze «performances» des candidats à la présidentielle leur ont permis de préciser leurs arguments

trois jours d'un premier tour virant à un imprévisible «match à quatre», les onze candidats à la présidentielle se sont succédé sur France 2 pour un dernier round télévisé. Jean-Luc Mélenchon ouvrant la marche avant Nathalie Arthaud, Marine Le Pen et François

Jean-Luc Mélenchon

«2.000 morts dans la rue dans notre pays, ce n'est pas admissible. A partir d'un certain niveau (34.000 euros par mois), on taxe à 90%. L'impôt sera universel, il suffit d'être Français; partout dans le monde, on paiera en France. L'idée principale: mettre fin au règne de la caste. Il faut donc une nouvelle constitution créée par une Assemblée constituante. Ce qui m'intéresse avant tout, c'est l'indépendance de la France.»

Nathalie Arthaud

«C'est utopique de considérer que la société peut continuer dans cette voie. Les banques ont fait la preuve de leur irresponsabilité. Je veux les



Léa Salamé et David Puladas ont successivement interviewé hier soir les onze candidats à la présidentielle

nationaliser. Mon programme part des besoins vitaux des travailleurs: un emploi, un salaire, un logement. Dans les conseils d'administration de toutes les grandes entreprises, il faudrait des travailleurs, des consommateurs. Il faudrait augmenter le SMIC à 1.800 euros. Transformer les salariés en lanceurs

Marine Le Pen

«Je compte engager une grande négociation pour rendre aux Francais leur souveraineté. Nous aurions une monnaie en cohérence avec notre économie. Pour retrouver de la compétitivité, il y a trois moyens: baisser les salaires, ou la protection sociale ou retrouver notre monaie. Je choisis le troisième

François Asselineau

«Nationaliser EDF, Engie, les aéroports, les autoroutes pour rendre les services publics aux Français, y compris la Déxcudrité sociale, de plus en plus menacée par les mutuelles privées. Je m'éddresse aux 55% des Français qui ont voté «non» au référendum sur la constitution européenne. Je veux sortir de l'Union européenne. Hausse de la TVA, baisse de l'impôt sur les sociétés, gel du smic, ubérisation de l'économie, déremboursements de la Sécurité sociale, etc... c'est ce que demande, année après année: la Commission europenne au gouvernement français. Je n'en veux pas. Si nous sortons de l'UE, le nombre de chômeurs baissera. Si je n'y arrive pas, je remettrai mon mandat en jeu.»

Benoît Hamon

«Mon analyse, c'est que la révolution numérique va raréfier le travail. Il y a un risque de voir des centaines de milliers d'emplois supprimés ou modifiés. Cela change tout. Pour y parer, il faut investir dans les nouveaux gisements d'emplois (écologie, services à la personne). Le RU permettra à 19 millions de personnes de bénéficier d'une hausse de revenu. Les gens consommeront plus, cela permettra de créer des emplois. Il faut investir dans la recherche et l'enseignement supérieur. Nous n'avons connu que la pensée cauchemardesque qui dit qu'en dérégulant le marché du travail, on aura la croissance. Est-ce que quelqu'un qui est au SMIC à 1.500 euros consomme trop ? Mon choix politique, c'est le renforcement de l'État.»

Nicolas Dupont-Aignant

Les hommes politiques ne parlent que d'eux. Moi, je fais de la politique pour servir. Moi, je veux récompenser le travail. Les minima sociaux seront conçus pour redonner une chance d'insertion. Il v a beaucoup de tâches d'intérêt général qui pourraient être remplies par les prestataires de minima sociaux. Je suis le seul candidat à avoir rédigé un traité alternatif, celui de l'Europe des nations et des projets.

Philippe Poutou

«Il y a des gens intelligents partout. Il y a des gros exploiteurs qui n'ont rien créé du tout. Les salariés peuvent avoir leur idée sur la façon de produire. Il faut arrêter le

rêter le nucléaire. Plus ça va, plus il y a un droit à l'utilisation d'armes. Nous voulons un monde de coopération où les gens puissent circuler librement.

Emmanuel Macron

«L'ISF pénalise notre économie. C'est pour cette raison que je veux le réduire. En Allemagne, il y a des PME qui réussissent. En France, des familles sont obligées de vendre leurs actions et ne peuvent développer leur activité.

Ma priorité, c'est l'éducation, surtout au niveau du primaire. J'arrête l'hypocrisie de l'égalitarisme. Il faut donc réduire le nombre d'élèves dans les zones difficiles. Dans le cadre de la République, un encadrement minimal. Je veux que les enseignants puissent innover. Dans mon projet, il v a le projet de former tout au long de la vie.

Jacques Cheminade

«En 1973, on avait une dette de 273 milliards d'euros. Aujourd'hui, elle est montée à 2.100 milliards d'euros. Je veux libérer la France de la finance. Si l'Etat ne contrôle par la monnaie, c'est la monnaie qui contrôle l'Etat. Sur la justice: les Français n'y croient pas. Il faut qu'il y ait la même justice pour tous.»

Jean Lassalle

«Je veux retirer nos troupes du Proche-Orient car elles «électrisent» la situation.

Je souhaite réunir la France, Je veux un plan pour sauver les campagnes. Est-ce que nous abandonnons 60% ou plus de notre territoire? Ou nous abandonnons-nous à cette société matérialiste ? Les villages meurent. Il faut que ça s'arrête.»

François Fillon

La lutte contre le terrorisme est une priorité absolue. Il faut lutter contre l'intégrisme qui gagne le monde musulman.

Une campagne profondément «anti-système»

«Taper» sur les médias ou blaguer sur Snapchat, tout est bon pour une campagne «antisystème» qui a suscité, de la part de certains candidats, de nettes mises en cause des journalistes

aper» sur le «système» en attaquant les médias ou plaisanet ralliements ter sur Snapchat face aux questions des ados, autant de straancien Premier ministre de tégies de communication «antisystème» qui marquent cette cam-

pagne présidentielle inédite. Les relations entre certains candidats et les médias sont tendues. Ils leur font parfois faux bond comme Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen à France Inter, ou François Fillon qui n'a pas accepté la date proposée par BFMTV. Ils dictent leurs conditions, comme

Marine Le Pen qui obtient le retrait d'un drapeau européen sur TF1 ou François Fillon qui refuse de répondre au Monde sur ses affaires, car, dit-il, ce ne sont pas les médias «qui décident des questions»

Jean-Luc Mélenchon s'en est pris mercredi sur Facebook aux grands médias, selon lui moins crédibles que des ONG sur des sujets comme l'environnement ou les droits de

Dans leurs meetings, des candidats

se font aussi applaudir par des déclarations anti-médias, de Marine Le Pen qui les qualifie de «petits fayots du système» à François Fillon qui les accuse de complot, Les critiques de ce dernier font que «les journalistes se font taper dessus ou cracher dessus dans ses meetings. Le terreau anti-médias est devenu si dominant et étouffant que c'en est préoccupant», déplore l'analyste Philippe Moreau-

((Premier degré))

«La campagne se joue au premier degré sur le message exprimé, et au deuxième degré sur la relation avec les médias: c'est là qu'on fabrique son image d'anti-système. C'est la grande nouveauté du message médiatique, un phénomène qu'on a vu avec Donald Trump», commente Jérôme Batout, directeur général de Publicis Media et expert en communication.

«Par rapport à 2007, le nombre de

médias ont été multiplié par trois, ce qui donne aux politiques plus de marge pour refuser ou négocier», souligne-t-il.

«Pour François Fillon, se fâcher avec Le Monde qui titre sur la dérive droitière, c'est parfait. Ce sont des messages implicites. Avant, vous aviez le droit d'agresser votre maintenant votre adversaire, image est abîmée si vous apparaissez comme trop agressif. Donc on procède indirectement en mettant en jeu l'accointance des médias avec le système», selon cet expert. Pour Philippe Moreau-Chevrolet, tout cela relève d'une stratégie «populiste et anti-système» menée par tous les candidats, «dans le négatif comme pour Mélenchon et Le Pen, dans le positif pour Macron ou dans une forme de réalité alternative pour Fillon, plus proche de Trump». Le «ni droite ni gauche» est revendiqué autant par Marine Le Pen que Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron, remarque-t-

«Taper sur les médias, les dominer, vous aide à vous donner vos galons d'anti-système, vous conférer une image d'autorité, proche des gens. C'est une arme de communication devenu banale», ajoute-t-il.

C'est tout sourire cette fois que les candidats Hamon, Macron, Le Pen et Fillon ont répondu cette semaine sur le réseau Snapchat, en quelques secondes et beaucoup d'autodérision, aux questions.

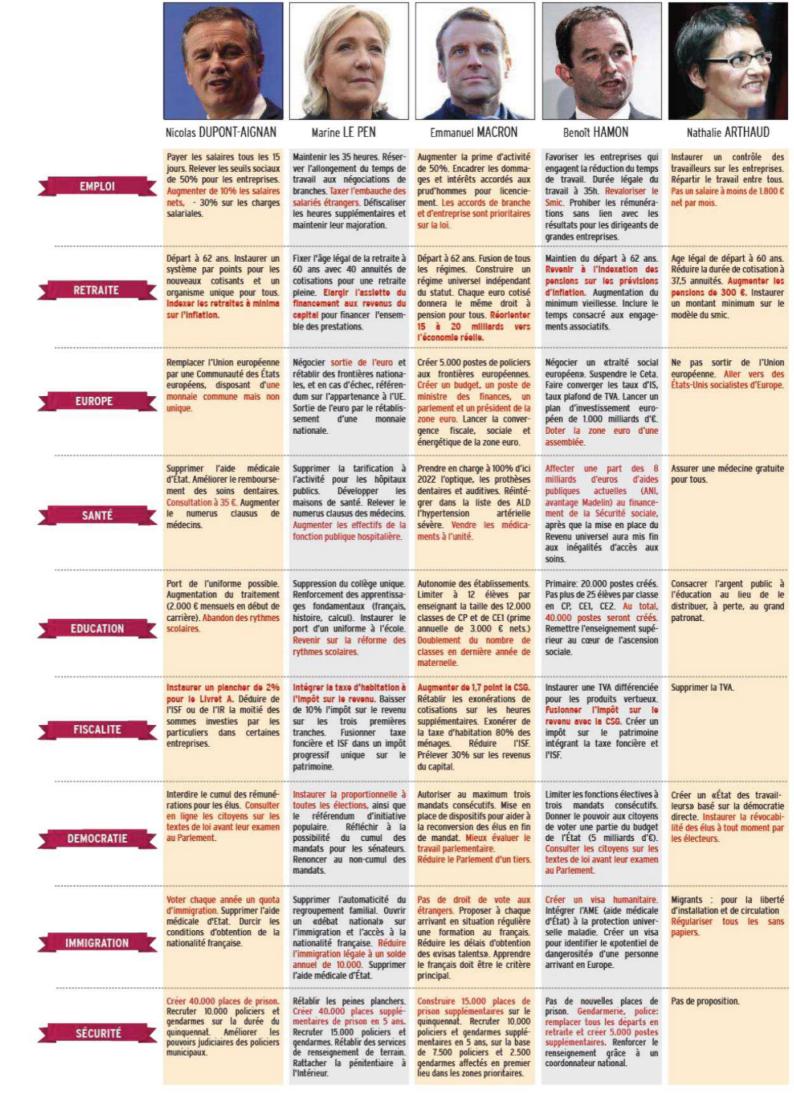
«C'est typique des campagnes. Quand vous avez de nouveaux outils digitaux, les candidats les utilisent pour marquer leur image de modernité, d'un facteur cool, d'autodérision et de capacité de parler à la jeunesse», commente Philippe Moreau-Chevrolet.

Snapchat permet aussi «aux candidats de se donner une image hors système», renchérit Jérôme Batout, «car les réseaux sociaux sont les médias des gens. Cela les intéresse de se montrer sur ces médias sans journalistes».

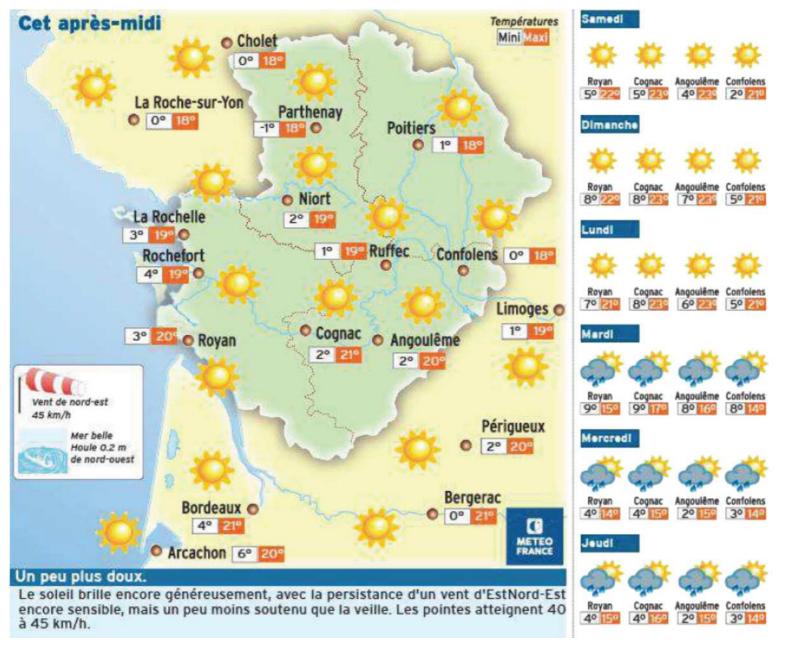
Derniers soutiens

Droite, centre

droite Dominique de Villepin apporte son soutien à Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle, dans une interview à paraître dans Le Parisien «Il v a enfin une nouvelle voie, que veut ouvrir Emmanuel Macron, celle du rassemblement: contre l'esprit de querelle, faisons le choix de la volonté», explique M. de Villepin Par ailleurs, Nicolas Sarkozy s'est affiché hier en photo a vec François Fillon pour réaffirmer son soutien. en estimant que «compte tenu de la gravité des enjeux», «pas une voix ne doit manguer» au candidat de la droite à la présidentielle. «Compte tenu de la gravité des enjeux, de l'importance de cette élection, il me semble, il m'est apparu, que tous les signes de rassemblement devaient être donnés», a déclaré l'ancien chef de l'Etat sur RTL



Philippe POUTOU	Jacques CHEMINADE	Jean LASSALLE	Jean-Luc MÉLENCHON	François ASSELINEAU	François FILLON
Passer aux 32 h sur quatre jours. Instaurer le CDI pour tous. Interdire les licenciements. Augmenter le Smic à 1.700 € net et de 300 € tous les salariés.	Abroger la loi Travail. Maintenir les 35 h. Hausser le Smic à 1.700 €, financement +3 pts de TVA. Rétablir la défiscalisation des heures supplémentaires.	Augmenter le Smic net par une baisse des cotisations sur les bas salaires. Faciliter la reprise des entreprises par les salariés et l'actionnariat salarié.	Abroger la loi Travail. Interdire les dividendes en cas de licenciements économiques. Instaurer une 6 ^e semaine de congés payés. Hausse du SMIC à 1.326 €. Instaurer un revenu maximum: 20 fois le revenu médian soit 33.000€ par mois.	Abroger les lois Macron et El Khomri. Limiter le travail le dimanche. Simplifier le droit du travail. Porter le Smic à 1.3006 net/mois.	Supprimer les 35 heures. Laisser la question du temps de travail aux accords d'entreprise. Supprimer un jour férié. Revaloriser le Smic en fonction de la performance économique de la France.
Retour à la retraite à 60 ans. Retraite complète égale au salaire. Aucune retraite inférieure au Smic.	Pas de proposition.	Pas de proposition.	Retraite à 60 ans à taux plein. Durée de cotisation à 40 ans. Revaloriser les pensions au niveau du Smic (carrière complète). Mettre à contribu- tion les revenus financiers des entreprises.	Inscrire dans la Constitution le principe de la retraite par répartition et celui d'une retraite minimale. Nombre d'annuités plafonné à 41.	Report de l'âge de départ à 65 ans. Harmoniser les régimes privés, publics et spéciaux: âge de départ, pension, etc. Supprimer le compte pénibilité. Augmenter de 300 € les pensions inférieures à 1.000 €.
Abrogation des traités de libre-échange Tafta et Ceta.	Sortir de l'Union européenne. Poursuivre la politique d'ensemble de l'espace Schen- gen. Retrait de l'euro.	Soumettre à référendum toute adhésion à l'Union européenne. Interrompre les négociations des accords Tafta et Ceta.	Négocier avec l'UE pour refonder les traités européens. En cas d'échec, sortir des traités européens après référendum. Refus des traités Tafta, Ceta et Tisa. Fin de l'indépendance de la BCE.	Sortir de l'Union européenne et de l'euro.	Relancer le projet européen avec une initiative franco-alle- mande. Refuser l'entrée de la Turquie dans l'UE. Une fois la convergence fiscale achevée, mise en commun des dettes. Ne pas quitter le commandement intégré de l'Otan.
Garantir à chacun la gratuité des soins et des médicaments prescrits. Une nouvelle branche de la Sécu devra couvrir la perte d'autonomie liée au handicap ou à l'âge.	Créer une assurance-maladie universelle en incluant la couverture complémentaire. Rembourser à 100 % les soins dentaires, d'optique et auditifs.	Pas de proposition.	Rembourser «la sécu à 100%» dont le dentaire, l'optique et l'auditif. Revenir sur la tarifica- tion à l'acte. Recruter 62.000 nouveaux agents pour 3 milliards d'euros.	Arrêter les déremboursements. Assurer un meilleur remboursement. Réévaluer les salaires hospitaliers. Geler suppressions et regroupements des hôpitaux.	Supprimer l'aide médicale d'Etat. Faire 20 milliards d'€ d'économies en 5 ans. Supprimer le tiers-payant. Rembourser une consultation de prévention tous les deux ans pour tous les Français.
Nous défendons une école détachée des besoins du patronat, la mise en place de pédagogies émancipatrices, une école gratuite.	Remise à niveau en CP et en CM2. De la 6º à la 3º, s'initier aux découvertes scientifiques. Troisième: ouverture sur l'enseignement professionnel.	L'école doit éveiller un futur adulte responsable, lui éviter le risque de rester sur les rails d'une conformité. L'alternance entretiendra le goût d'apprendre.	Recruter 60.000 enseignants supplémentaires. Revaloriser les salaires. Coût : 3,1 milliards €. Nouvelle carte scolaire assurant la mixité sociale. Gratuité réelle de l'éducation publique.	Revaloriser la fonction ensei- gnante, améliorer les condi- tions de travail et de rémunéra- tion, titularisation des person- nels.	Les chefs d'établissement décideront du recrutement de tous les personnels. Accroître le temps de présence des enseignants. Les régions prendront totalement en charge les formations professionnelles.
Pas de proposition.	Pas de proposition.	Pas de proposition.	Créer un revenu maximal avec une tranche à 100% au-delà de 460.000 euros de revenus annuels. Fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu. Réduire la TVA sur les produits de première nécessité. Renforcer l'ISF.	Pas de proposition.	Augmenter de 3,5% les deux taux supérieurs de la TVA hors produits de première nécessité. Porter le plafond du quotient familial à 3.000 €. Créer une taxe forfaitaire sur tous les revenus du capital. Supprimer l'ISF.
En terminer avec la V [®] République. Interdire le cumul des mandats. Consulter en ligne les citoyens sur les textes de loi avant leur examen au Parlement.	Interdire le cumul des mandats et avec l'exercice de toute activité professionnelle rémunérée. N'autoriser qu'un mandat parlementaire unique.	Renoncer au non-cumul des mandats. Consulter en ligne les citoyens sur les textes de loi. Autoriser les référendums d'initiative populaire.	Mettre en place une VI ^e République après un référen- dum et l'élection d'une assem- blée constituante. Instaurer le non-cumul des mandats dans le temps. Instaurer le référendum d'initiative citoyenne.	Interdire le cumul des mandats. Limiter à un seul le renouvelle- ment de mandat possible. Consulter à la télévision publique les citoyens sur les textes de loi.	Interdire le cumul des mandats. Trancher les débats fondamen- taux par référendum. Suppri- mer le principe de précaution. Réduire le nombre de parlementaires.
Liberté de circulation et égalité des droits pour ceux qui arrivent sur le territoire.	Organiser l'immigration par métiers, dans le cadre d'un dialogue entre pays européens. Maintenir l'aide médicale d'État.	Mieux accueillir les réfugiés, grâce aux jeunes en service national.	Accroître les moyens de sauvetage en Méditerranée. Développer des cours de langue française pour les non-francophones. Organiser une conférence internationale annuelle sur les migrations.	Référendum sur l'immigration.	Vote de quotas d'immigration tous les ans. Autoriser les statistiques d'origine. Suppri- mer l'aide médicale d'Etat. Conditionner le droit du sol à une demande et l'immigration familiale aux perspectives d'intégration.
Pas de proposition.	Construire 10.000 places de prison. Rétablir le renseigne- ment de proximité et créer une vraie direction générale du renseignement territorial.	Pas de proposition.	Ramener les effectifs de policiers et gendarmes à celui de 2007. Restaurer la police de proximité. Renforcer le renseignement. Instaurer une peine de déchéance des droits civiques en cas de fraude fiscale ou de financement du terrorisme.	Lancer des expériences de détentions alternatives pour réduire la surpopulation carcé- rale.	Rétablir les peines planchers en cas de récidive. Construire 16.000 places de prison. Recruter 5.000 agents des forces de l'ordre. Développer les polices municipales qui doivent être armées (villes de plus de 10.000 habitants).



Ce que vous ne saviez pas sur les candidats

Ils sont 11 prétendants à briguer les suffrages des Français en ce dimanche de premier tour. « Sud Ouest » vous les présente, en vous donnant quelques informations que vous ignorez peut-être

Ci vous ne savez toujours pas que François Fillon possède un manoir dans la Sarthe et s'habille chez Arnys; si vous ignorez encore qu'Emmanuel Macron a épousé Brigitte, qui lui donnait des cours de théâtre, et que sa repartie favorite est « en même temps » ; si vous n'êtes pas au courant que Marine Le Pen travaille avec des assistants parlementaires qui croient que Bruxelles est sur les bords de la Méditerranée; si vous découvrez que Jean-Luc Mélenchon est capable de tenir six réunions publiques à la fois grâce à des hologrammes et qu'il ne veut plus avoir de couteau entre les dents et que, justement, c'est dans le dos de Benoît Hamon qu'on trouve le plus de poignards, c'est que cette présidentielle ne vous intéresse pas du tout...

Et on ne vous parle pas des articles de la Constitution que récite François Asselineau ; des patrons dont Nathalie Arthaud et Philippe Poutou se partageront les dépouilles ; de Jean Lassalle qui veut transformer l'Élysée en bergerie ; de Nicolas Dupont-Aignan qui a déjà publië son «Agenda de président» ; ou de Jacques Cheminade qui pense peut-être déjà à sa quatrième candidature.

« Sud Ouest » (sur papier ou sur le Web) n'a pas ménagé ses efforts pour vous faire découvrir les II prétendants à l'Élysée, leurs déclarations, leurs programmes, les sujets dont ils veulent parler et ceux qu'ils préfèrent éviter, celles et ceux qui les ont suivis ou celles et ceux qui les ont quittés.

Tout n'a évidemment pas été dit ou écrit. À J-2 du premier tour, voici encore quelques informations, pas forcément de nature à déterminer votre vote, mais sait-on jamais.













FRANÇOIS FILLON, LES RÉPUBLICAINS

Il voulait devenir journaliste



63 ans, trente-six ans de mandats électifs ou ministériels. Parmi les prétendants à l'Élysée, François Fillon est celui que l'on voit dans le débat public depuis le plus longtemps, et, pour autant, l'un des moins connus des Français. « Introverti», « taiseux», « énigmatique», il a accepté, pour cette campagne, quelques portraits plus personnels. Où l'on apprend que ce fils de notaire sarthois était un collégien turbulent, indiscipliné, rétif à l'autorité, qu'il rêvait d'être ambassadeur, guide de haute montagne...ou journaliste: le candidat qui attaque si souvent la presse a suivi, dans sa

jeunesse, deux stages d'été à l'AFP, à Bruxelles et à Madrid. Ses passions? Le sport en général, la course automobile en particulier. Il cite souvent la remontée spectaculaire de Jacky Ickx, en 1969, lors des Vingt-Quatre Heures du Mans (photo): le pilote belge était « parti dernier, arrivé premier»...En novembre, dans l'émission « Une ambition intime», cet homme qui, selon une formule d'Alain Duhamel, a « plus d'allure que de charisme », confiait à Karine Le Marchand son goût pour le high-tech et pour... les beaux vêtements : « J'aime bien être bien habillé.»

JACQUES CHEMINADE

Et de trois!

SolidaritéetProgrès. Finira-t-il denouveau bondernierdu marathonprésidentiel? Jacques Cheminadeestleplusâgédes candidats (75 ans) et leplus chevronné, puisqu'ilenestàsa troisième participation. S'il prônetoujours la colonisation de Mars, cetancien de HEC et de l'ENA a surtoutaxés a campagne contre la finance et l'Unioneuro péenne, deux créneaux où il n'est pas tout seul. Ilest, en revanche, le seul à vouloir prendre des mesures contre le Pokémon Go.

FRANÇOIS ASSELINEAU

Voyage, voyage

Union populaire républicaine.

Sespropositions sont connues: sortir la France de l'euro, de l'Europe et de l'Otan. S'il flirte avec lesthèses complotistes, à 59 ans, le patron de l'UPR est un vraiglobetrotte ur. lla déjàvisité 85 pays. Diplômé de l'ENA, il est passion né par l'Océanie et l'Asie. Il par le même le japonais. En 1996, auprès d'Hervé de Charette, le ministre des Affaires étrangères, il prépare de nombre ux voyages d'Etatet rencontre Jean-Paul Il ou encore Nelson Mandela...

EMMANUEL MACRON, EN MARCHE!

Les « Senghor » déjà à la manœuvre

Si son ascension a été fulgurante, Emmanuel Macron est aussi un homme de réseau, porté par un solide carnet d'adresses, preuve de son ancrage à seulement 39 ans. Ses relations vont d'Alain Minc. l'ancien visiteur du soir de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, à... Jacques Attali, l'ancien conseiller de François Mitterrand. Sous cet angle, il convient aussi de rappeler qu'il a fait partied'une promotion de l'ENA, la « Léopold Sédar Senghor » (2002-2004, photo) en l'occurrence, plus que prometteuse. En effet, treize ans après leur sortie de l'école, la plupart de ses membres trustent déjà les plus hautes responsabilités dans les cabinets ministériels et les grands groupes privés. Parmi

eux:Boris Vallaud-l'époux de Najat Vallaud-Belkacem-, aujourd'hui candidat aux législatives dans les Landes; Gaspard Gantzer, responsable de la communication de l'Elysée; Mathias Vicherat, directeur général adjoint de la SNCF...Si bien que les «Senghor», comme on les appelle, pourraient, à terme, supplanter une autre célèbre promotion de l'ENA: la «Voltaire ». La quelle, en ayant déjà donné un président de la République-François Hollande-, un Premier ministre-Dominique de Villepin-et plusieurs ministres-Ségolène Royal, Michel Sapin, Renaud Donnedieu de Vabres, Frédérique Bredin...-, pouvait se sentir à l'abri d'une telle concurrence.Mais jusqu'à quand?











De gauche à droite, en partant de la ligne du haut : Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Benoît Hamon, Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Jacques Cheminade, Jean Lassalle, Jean-Luc Mélenchon, François Asselineau et François Fillon (dans l'ordre de la liste officielle). PHOTOSAFP

DOSSIER RÉALISÉ PAR

Benoît Lasserre, Jefferson Desport, Julien Rousset, Pierre Tillinac, Jean-Denis Renard et Sylvain Cottin.

JEAN-LUC MÉLENCHON, LA FRANCE INSOUMISE Avec lui, fini les premières dames



Si le candidat de La France insoumise est plus discret que d'autres sur savie privée, il aura curieusement accompagné sa déclaration de patrimoine d'une proclamation de célibat sur son blog. Alors qu'une liaison avec la comédienne Saïda Jawad-l'ancienne compagne de l'acteur Gérard Jugnot-lui a longtemps été prêtée, Jean-Luc Mélenchony a ainsi tenu cet engagement:«Comme vous n'aurez pas de première dame, puisque je suis célibataire, au total, je serai un président moins cher. Céla vous fera donc faire des économies.»

D'un point de vue moins intime, les femmes restent pourtant très présentes dans l'entourage de Jean-Luc Mélenchon. À commencer par Sophia Chikirou, sa jeune et toute-puissante directrice de la communication, déjà aux manettes de sa campagne en 2012. À l'origine de sa chaîne YouTube et de son régime à base de quinoa, c'est aussi elle qui l'a convaincu de participerà« Une ambition intime», l'émission de Karine Le Marchand. La femme de savie reste sa fille unique, Maryline. Âgée de 43 ans, celleci marche dans les pas de son père. Brièvement adjointe au maire du 4° arrondissement de Lyon entre 2008 et 2009, elle est à titre professionnel fontionnaire territoriale, employée au Conseil départemental du Jura. Mariée à un secrétaire national du Parti de gauche et fervente supportrice de son candidat de papa, Maryline le twitte et le retwitte inlassablement. «Les chiens ne font pas des chats», dit d'elle son géniteur.

MARINE LE PEN, FRONT NATIONAL La « Marinou » du père

Sur le terrain, Marine Le Pen frappe par son aplomb à toute épreuve, sa voix tonitruante, sa démarche assurée. C'est une nature, une bourrasque. Pourtant, dans la biographie qu'il lui consacre aux éditions Plon, le journaliste Renaud Dély évoque une « psychologie friable », des passages à vide, des coups de colère suivis de coups de déprime, d'éclipses. Ainsi, tout récemment, déstabilisée par le tollé suscité par ses propos concernant le Vél'd'Hiv, elle a annulé plusieurs engagements. Dans ce livre, «La Vraie Ma-

rine Le Pen », l'auteur retrace le parcours de cette femme de 48 ans deux fois divorcée, actuelle compagne de Louis Aliot. Étudiante « très médiocre et très fêtarde », enfant marquée à vie par l'attentat qui a dévasté, en 1976, l'appartement familial en pleine nuit. Elle était, des trois filles Le Pen, la chouchoute de son père, sa «Marinou». En novembre 1988-elle a 20 ans-, il l'emmène à la morguevoir le cadavre de Jean-Pierre Stirbois. « Je ne veux pas être la première personne que tuvoies morte.»

BENOÎT HAMON

Du granit breton



Partisocialiste. Son éternel caban l'aide à ne jamais oublier sa Bretagne natale (à Saint-Renan, Finistère, photo).

Son vrai pays. Plus que Trappes, dont il est élu depuis 2012, ou Issy-les-Moulineaux, où il habite avec sa discrète compagne et leurs deux filles.

De la Bretagne, l'ex-ministre de Fran-

çois Hollande, passé à la fronde, tire sa détermination en granit qui lui a permis de tenir bon pendant cette campagne marquée par les défections, les trahisons et les peaux de banane glissées par son propre parti après sa victoire inattendue à la primaire de la ses guides en politique-, qu'il n'a pas reniée et qui lui a donné, dit-il, les vertus de la vérité et de l'honnéteté. De la Bretagne encore lui vient sans doute son goût pour le poisson - il veut d'ailleurs absolument connaître l'ori-gine de celui qu'on lui sert-, et pas seulement pour garder sa ligne svelte. En revanche, au cidre breton il préfère le vin blanc (plutôt un chablis) et il a pris l'habitude d'en déguster un verre juste avant chaque réunion publique. En priant, qui sait, pour ne pas boire le calice jusqu'à la lie dimanche soir.

NATHALIE ARTHAUD

Dans la discrétion

Lutte ouvrière. Chez LO, on n'exposepassavie privée sur papierglacé.PasplusNathalie Arthaudque, par le passé, Arlette Laguiller.Professeurd'économie etdegestionaulycée LeCorbusierd'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, la candidatea déjàétéélue...conseillère municipaleàVaulx-en-Velin, enrégion lyonnaise. Sur sa déclaration de patrimoine, NathalieArthaudafficheun traindeviedeclassemoyenne, entreuneCitroënC3quifatigue etunappartementde48m2.

PHILIPPE POUTOU

Une vie d'ouvrier

Nouveau partianticapitaliste. S'ilétaitélu, lecandidat du NPA supprimeraitlaprésidencedela République.Iln'enaurapas

l'occasion.Commeen 2012, ilretrouverabientôt l'agglomération bordelaise et ses collègues de l'usine Ford, où il est rentrécommeouvrieren1996. SyndicalisteCGT,âgéde50ans, pèrededeuxenfants, ilest désormais connupour sesteeshirts.C'estluiquiadéclaréleplus petitpatrimoine:unpeumoins de23 000euros sur ses comptes et unePeugeot3008achetéeen2012.

NICOLAS DUPONT-AIGNAN, DEBOUT LA FRANCE Le candidat au chant gauche. De la Bretagne lui vient aus-Pas de « petit candidat » si son éducation catholique - qui étonnait Henri Emmanuelli, l'un de

Il refuse systématiquement d'endosser le costume de « petit candidat». Exclu du premier débat télévisé, réservé aux cinq grands», il s'est rendu dans l'émission de Cyril Hanouna pour pousser un « coup de gueule ». L'homme en colère qui se bat pour « une France debout » a rompu avec l'UMP en 2007 et fondé son propre parti, Debout la République, qu'il a par la suite transformé en Debout la France. Diplômé de Sciences Po, ancien

élève de l'ENA, il a été administrateur civil avant d'entrer en politique. Député depuis 1997, aujourd'hui non inscrit, il est également maire de Yerres, une commune de 30 000 habitants dans l'Essonne. Élu pour la première fois en 1995, à la tête d'une liste RPR, contre le maire sortant socialiste, il a constamment été réélu depuis. Né en 1961 à Paris, il a épousé en 1990 une avocate qui est devenue son assistance parlementaire. Il est père de deux filles.

JEAN LASSALLE, CENTRISTE

Son père a survécu à une chute de 50 mètres, occasionnant 47 fractures. Autant dire que Jean Lassalle en avu d'autres avant cette campagne où, s'il recevait 10 euros chaque fois que les réseaux sociaux le tournent en dérision, il serait le plus riche des 11 concurrents. Il aurait d'ailleurs pu déposer l'expression « En marche ». Imprévisible et inclassable, celui qu'on ne peut, vu sa taille, considérer comme un petit candidat, peut aussi bien donner son parrainage à Philippe Poutou que serrer la main de Bachar al-As-

saden lisant sans doute dans ses yeux qu'il est incapable de gazer sa population. Doté d'un appétit de montagnard, ce qui ne l'a pas empêché de faire sa célèbre grève de la faim pendant trente-neuf jours, le député-maire de Lourdios-Ichère. en Béarn, est un amateur d'entrecôte qu'il savoure près de l'Assemblée nationale, où son bureau lui sert de chambre et où il circule en caleçon pour aller se doucher. Conteur et chanteur hors pair, il aime aussi le silence des églises. Moins celui des umes, certainement...

L'huile de palme dans le collimateur

ENVIRONNEMENT Pour lutter contre la déforestation, le Parlement européen vient de proposer de réglementer les importations

« Sud Ouest » Le Parlement européen vient de se pencher sur le dossier de l'huile de palme. Pourquoi ce regain d'intérêt ?

Arnaud Gauffier (1) L'Union européenne en importe 7 millions de tonnes par an. Elle est le troisième importateur, derrière l'Inde et la Chine. La production mondiale dépasse les 50 millions de tonnes. Par rapport au début des années 2000, la grande nouveauté, c'est que l'huile est de plus en plus utilisée pour les agrocarburants. Auparavant, l'usage était surtout alimentaire mais, après toutes les campagnes menées contre l'huile de palme, les industriels se sont réorientés vers ce qu'ils appellent les usages techniques : le biodiesel et la chimieverte. Aujourd'hui, près de la moitié de l'huile de palme importée en Europe est utilisée pour la production d'agrocarburants. Selon les derniers chiffres, la France importe un peu moins de 90 000 tonnes par an pour des usages alimentaires et 320 000 pour des usages dits techniques.

Quels sont les principaux producteurs ?

Les deux géants sont l'Indonésie et la Malaisie. On retrouve derrière plusieurs pays qui restent des petits producteurs: la Thaïlande, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Cameroun et quelque pays d'Amérique du Sud. Dans tous ces pays, le problème majeur que pose la production d'huile de palme est la déforestation. En particulier dans les forêts équatoriales primaires. Malheureusement, le palmier à huile est un arbre qui pousse



Arnaud Gauffier: « Le problème majeur que pose la production d'huile de palme est la déforestation ». PHOTODR

très bien dans les trois demiers massifs qui subsistent: le bassin du Congo, l'Asie du Sud-Est et le bassin amazonien. Le palmier à huile, qui est d'origine africaine, est en train de faire un gros retour en force en Afrique équatoriale. Nous sommes à la veille d'avoir dans cette région les mêmes problèmes de déforestation que ceux que nous avons dénoncés en Asie du Sud-Est, puisque la demande mondiale continue de groître.

L'Europe est-elle prête à lutter contre ce phénomène ?

La France a signé la Déclaration d'Amsterdam avec cinq autres pays européens. Elle visait surtout à encourager le secteur privé à mettre en œuvre des règles d'approvisionnement en huile de palme durable ou responsable. Cela a beaucoup évolué au cours de ces demières années. Le WWF et d'autres ONG ont beaucoup mis la pression sur le secteur,

mais ce n'est pas suffisant. On continue de détruire la forêt, et de nouveaux fronts sont en train de s'ouvrir. C'est pour cette raison que la résolution du Parlement européen est vraiment bienvenue : elle vient compléter les actions du secteur privé. Le Parlement appelle à mettre en œuvre des règles pour l'importation de l'huile de palme en Europe et demande aussi la fin des agrocarburants de première génération à base d'huile végétale d'ici à 2020. Mais comme toutes les résolutions du Parlement, il faut que ce soit repris par la Commission et le Conseil. Il ne faudrait pas que la baudruche se dégonfle avec tout le lobbying que ne vont pas manquer de faire les autorités malaisiennes et indonésiennes. Recueilli par Pierre Tillinac

 AmaudGauffier, responsable alimentation et agriculture au WWF France.



Santé

« Sud Ouest » a lu pour vous le programme des 11 candidats et vous en a proposé une synthèse en 11 thèmes au cours des deux dernières semaines : culture, vie politique, fiscalité, emploi et retraite, justice, société, environnement, défense et sécurité, éducation, international, santé (11/11).



Jean-Luc Mélenchon

La France

- Droit de mourir dans la dignité Rembourser à 100 % les soins de santé prescrits, dont les soins et appareils dentaires, optiques et auditifs, faire baisser les tarifs des lunettes et appareils auditifs
- Créer un corps de médecins généralistes fonctionnaires rémunérés pendant leurs études pour lutter contre les déserts médicaux

François Fillon

Républicains

Combattre les déserts médicaux

et réduire les temps d'attente aux urgences en développant les maisons médicales et des structures d'urgences pour les premiers soins Via un partenariat entre la Sécurité sociale et les mutuelles, rembourser à 100 % d'ici à 2022 les soins les plus coûteux (optique pour les adultes, prothèses dentaires, audioprothèses et dépassements d'honoraires) Ramener l'Assurance-maladie à l'équilibre

d'ici à 2022, en luttant contre les soins redondants ou inutiles, le recours excessif à l'hôpital.

les fraudes et abus, la bureaucratie excessive, etc.



François Asselineau

- Geler le plan de suppression et de regroupement des établissements hospitaliers Mieux rembourser les soins oculaires et dentaires
- Lancer une grande politique publique sur les médecines douces et alternatives



Jacques Cheminade



- Augmenter le nombre de médecins formés
- Rembourser à 100 % les soins dentaires, d'optique et auditifs
- Sauver la Sécurité sociale en changeant le mode de rémunération des pharmaciens, en diminuant les dépenses de somnifères et anxiolytiques, etc



Jean Lassalle (Centriste)

- Supprimer le numerus clausus à l'entrée des études médicales. Instaurer pour les médecins à l'installation, en sortie d'études un numerus clausus localisé
 - Recruter 80 000 aides-soignants et infirmiers supplémentaires
 - Affecter des généralistes aux services d'urgences des hôpitaux



Nathalie Arthaud



 Médecine gratuite pour tous en taxant « les profits des grands groupes industriels, en particulier pharmaceutiques et de la finance »



Emmanuel Macron

En Marche!

- Augmenter le remboursement des soins auditifs, oculaires et dentaires avec l'objectif d'une prise en charge
- à 100 % pour 2022 Renforcer le droit à l'oubli pour les personnes ayant été malades Généraliser la vente de médicaments à l'unité pour lutter contre le gaspillage qui s'élève à 7 milliards d'euros par an



Nicolas Dupont-Aignan



- Augmenter le nombre de médecins formés de 1/3 Améliorer le remboursement des soins dentaires
- de base, des lunettes et des prothèses auditives
- Mettre fin à l'obligation de tiers-payant généralisé

[3] infographie





- Gratuité pour tous des soins de santé et des médicaments prescrits et utiles
- Création de 120 000 emplois pour maintenir des établissements de proximité, comprenant au moins un service d'urgence, une maternité et un service de chirurgie
- Interdiction des dépassements d'honoraires



Marine Le Pen

- Augmenter le nombre de médecins formés
- Lutter contre les déserts médicaux en instaurant un stage d'internat dans les zones concernées
- Réaliser des économies en supprimant l'aide médicale d'État réservée aux clandestins, en luttant contre la fraude, en développant la vente à l'unité des médicaments remboursables



Benoît Hamon

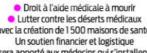


- Lutter contre les déserts médicaux avec la création de 1500 maisons de santé. Un soutien financier et logistique sera apporté aux médecins qui s'installent dans les zones sous-dotées
- Interdire les perturbateurs endocriniens



Philippe Poutou





500 000 doubles cartes d'électeur dans la nature ?

SCRUTIN Les électeurs en possession de deux cartes électorales sont légion. Ce problème est le fruit d'une gestion imparfaite des radiations et des inscriptions sur les listes communales



JEAN-DENIS RENARD jd.renard@sudouest.fr

Est-ce « un très grave dysfonctionnement », comme l'a dénoncé la semaine passée Jean-Christophe Lagarde, le président de l'UDI et député-maire de Drancy (93)? C'est en tous les cas un sujet qui agite cette fin de campagne : il y aurait 500 000 électeurs en possession de deux cartes électorales, ce qui leur ouvrirait la possibilité de voter dans deux bureaux différents.

Un émoi tout récent pour un vieux problème

Si la polémique est montée cette foisci, c'est tout simplement qu'il existe des réseaux sociaux pour la relayer. « Le dispositif de coordination des listes connaît des dysfonctionnements substantiels. Des doubles inscriptions sur les listes électorales sont possibles », écrivait l'Inspection générale de l'administration (IGA) dans un rapport daté d'octobre 2014. Cette appréciation venait à l'appui d'un alinéa à l'intitulé clair : « Des électeurs peuvent voter plus d'une fois. »

Le problème n'est pas marginal. Entre le fichier général des électeurs établi au niveau national et les listes électorales communales, l'IGA retenait il y a trois ans des écarts de 1,1 million d'électeurs, soit 2,5 % du corps électoral. Une fois calculé le solde entre les écarts positifs et négatifs, le fichier général des électeurs comptait environ 500 000 électeurs de moins que les listes électorales. 500 000 cartes dans la nature, c'est le chiffre avancé pour décrire la situation actuelle.

Et le problème était manifestement généralisé il y a trois ans. « Dans la pratique, le fichier général et la liste électorale ne concordent pas dans



Pour pouvoir glisser son bulletin dans l'urne, il faut aussi présenter un document d'identité. AFP

95 % des communes », selon le rapport.

2 Un système complexe qui autorise les failles

Pourquoi de telles discordances ?Par le jeu d'allers et retours entre différents fichiers qui est détaillé comme suit par l'Institut national de la statistique(Insee):« Chaque commune tient à jour une liste électorale qui sera utilisée pour le scrutin. En parallèle, l'Insee gère le fichier général des électeurs. Quand une personne déménage et va s'inscrire dans sa nouvelle commune, celle-ci envoie un avis d'inscription à l'Insee. Si cette personne était déjà inscrite dans une autre commune, l'institut lui adresse une demande de radiation: il appartient alors à la commune de radier de sa liste électorale la personne qui a déménagé. L'Insee est ainsi une "plaque tournante" qui fait circuler les informations entre communes.»

Même dans le meilleur des mondes possibles, certaines communes oublient de radier des électeurs qui sont partis sous d'autres cieux et qui leur ont été signalés. D'autres omettent de transmettre à l'Insee leurs nouveaux avis d'inscription. Surtout des petites communes où la numérisation peine à trouver savoie. L'Institut de la statistique exclut d'être luimême à l'origine du problème, mais c'est lui-même qui le dit...

3 La liste électorale, c'est du sérieux

Face à ces critiques, les communes protestent de leur sérieux. À Bordeaux, qui compte très exactement 147 592 électeurs, on précise que l'Însee fournit chaque mois un fichier qui permet de faire le point sur les radiations à effectuer. Le service de l'état civil tient à jour la liste des décès. Et, en cette année électorale, la préfecture de la Gironde a transmis récemment à la ville un fichier récapitulatif.

« Le système me paraît très bordé. On ne peut pas exclure des erreurs à la marge mais, avec nos procédures de vérification, elles doivent normalement être repérées », juge Christine Marcel, la responsable du service des élections de la Ville de Bordeaux.

4 Des doubles votes, oui, mais combien ?

En réponse à Jean-Christophe Lagarde, le ministère de l'Intérieur a écarté le risque de fraude électorale en précisant que les listes électorales étaient croisées après les scrutins. Les risques sont surtout pour les fraudeurs: emprisonnement de six mois à deux ans et 15 000 euros d'amende.

Il y aura cependant des doubles votes, c'est une évidence statistique. Combien? Impossible de le prédire. La carte d'électeur n'est pas un sésame à elle seule puisqu'il faut présenter une pièce d'identité à la sortie de l'isoloir. Et les électeurs qui ont changé d'adresse avant le scrutin sont théoriquement trahis par le retour de courrier des professions de foi. La Poste ne les fait jamais suivre. Elle les remet à la commission administrative qui les a envoyées...

COGNAC (16)

Non, Jean Monnet n'était pas un agent de la CIA

Baséen Charente, le Centre d'études européen Jean-Monnet monte au créneau pour défendre la mémoire de ce « père de l'Europe », né à Cognac Jean Monnet est en effet accusé d'être un agent de la CIA par François Asselineau, candidat à la présidentielle. « Cette dérive complotiste de menteurs hallucinants vise à dévaloriser la pensée de Jean Monnet », fait savoir Michel Adam, un spécialiste de son œuvre. Car l'homme a bien eu des liens étroits avec les États-Unis, sans que rien ne prouve, toutefois, une collusion ou une subordination avec la superpuissance. Jean Monnet s'est même rallié à de Gaulle, de peur de voir une hégémonie américaine s'installer en Europe.

Pourquoi certains panneaux électoraux sont-ils encore vides ?

Les panneaux électoraux sont à la charge des mairies



La responsabilité des affichages revient aux 11 candidats à l'élection président jelle. Pour la première campagned'affichage, il est d'usage que les candidats fassent appel à une société, France Affichage Plus, pourrecouvrirlespanneaux électoraux.Les listings des communeset lieux d'affichagesont envoyés parchaque préfecture. « Il sepeut que quel ques villages aient été oubliés, reconnaît Aurélien Sallé, chargé de communication deFrance AffichagePlus. Il arrive aussi que certaines communes n'aient pas installé les panneaux à partir du 10 avril et le début des affichages. Dans ce cas, on essaye derepasser. Parfois, les mairies concernées nese manifestent pas...»

C'est la première fois qu'au-



À Gensac-la-Pallue, les panneaux restent vides... PHAL

tantde communes n'ont pas d'affiches



En Charente, une quinzaine de communes auraient été oubliées sur les 383 du département. Une goutte d'eau pour Aurélien Sallé qui n'hésite pas à sortir les chiffres. « 450 voitures sont sur le terrain en France, 600 afficheurs depuis le 10 avril, un million d'affiches ont été collées, et 80 507 panneaux électoraux ont été déclarés par la préfecture. » Selon lui, à deux jours duscrutin, 98% du territoire a été couvert.

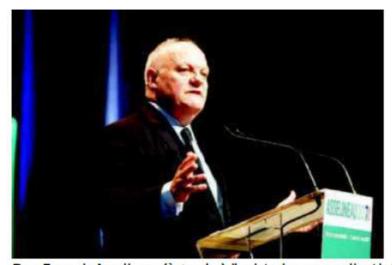
Les militants doivent renouveler les affiches endommagées



Les militants doivent assurer l'entretien des affiches de leur candidat. Dans lecadre de l'élection présidentielle. l'État rembourse aux candidats le coût dupapier, l'impression et les frais d'apposition. llarrive parfois que des inégalités apparaissent dans l'affichages i les militantscollenteux-mêmes l'affiche de leur candidat sur une série de panneaux vides, « Dans ce cas, les candidats peuvent saisir la justice, ajoute Aurélien Sallé. Mais je ne suis pas sûrque François Fillon aille vérifier que son affiche est bien collée à Gensac-la-Pallue...»

Jean Monnet était-il un agent de la CIA?

POLITIQUE C'est la thèse avancée par François Asselineau, candidat à la présidentielle. À Cognac, ville natale d'un « père de l'Europe », les spécialistes crient au « révisionnisme »





Pour François Asselineau (à gauche), il existe des preuves liant le Cognaçais Jean Monnet à la CIA. PHOTOSARCHIVESSTÉPHANE LARTIGLE ET DR

JONATHAN GUÉRIN j.guerin@sudouest.fr

es touristes venaient déjà à Cognac pour découvrir la cité natale de François!*. Elle pourrait bientôt attirer les foules de visiteurs amateurs d'espions du genre James Bond. Car on vient de l'apprendre: Jean Monnet, considéré comme un « père fondateur de l'Europe modeme» et natif de la cité en 1888, était un agent de la CIA, la très célèbre agence de renseignement des États-Unis!

Cette « information » sort du cerveau fécond de François Asselineau. Elle est présentée avec un certain aplomb par le candidat de l'UPR (Union Populaire Républicaine), lors de ses meetings de campagne. Problème: elle ne repose sur rien de très sérieux. Au point de déclencher la fureur des spécialistes cognaçais de Jean Monnet. « Cette allégation de lien avec la CIA est assez récurrente », précise Michel Adam, président du Centre d'études européen Jean-Monnet. « Sauf qu'on est là dans le révisionnisme. »

Financement des Américains

Pour bien comprendre ce qui est re proché à l'ancien gérant des cognacs Monnet, il suffit de regarder une vidéo du candidat sur le site de l'UPR: « Selon des documents secret défense rendus publics, Robert Schuman était un agent des services secrets américains. Ils l'ont traité comme un de leurs employés.» On passera ici sur le caractère douteux des documents évoqués. La démonstration de François Asselineau est de dire que Robert Schuman a intégré son ami Jean Monnet dans ses activités: « Grâce à eux, les Américains ont mené campagne entre 1950 et 1960 pour favoriser l'unification de l'Europe.»

« On veut jeter le discrédit sur l'idée européenne, alors on use de techniques staliniennes en disant que l'homme était soumis à des puissances occultes...», répond Michel Adam, érudit et incollable sur Jean Monnet.

Des liens assumés

Un agent de la CIA? Risible, selon l'expert, si l'on connaît sa vie: Jean Monnet s'est marié à Moscou, votait pour la SFIO et s'est lié d'amitié avec Léon Blum. Mais certains esprits trouveront peut-être à dire qu'il était un agent triple... Passons et revenons à des éléments plus tangibles, qui peuvent (à raison) intriguer.

Le Cognaçais a bien eu des liens avec les Américains, notamment le président Roosevelt, ou certains mouvements américains. Mais la CIA a-t-elle financé la construction européenne entre 1949 et 1959, en pleine Guerre froide, pour contrer l'influence soviétique ? Ce serait en partie vrai, notamment avec le Comité américain pour une Europe unie. Ce groupe d'influence fut dirigé par des membres de la communauté du renseignement américain, notamment Allen Dulles, directeur de la CIA entre 1953 et 1961, et William Donovan, inspirateur de la CIA. Jean Monnet aurait correspondu avec ce dernier: « Votre soutien continuel,

maintenant plus crucial que jamais, nous aidera grandement pour la pleine réalisation de nos plans.» Michel Adam précise : « Jean Monnet a dépensé une partie de sa fortune pour construire une Europe unie, pas à la botte des États-Unis. Il est raisonnable de dire qu'il a pu accepter des subventions venant d'Américains. Mais pas jusqu'à en faire un agent de la CIA.»

Un débat historique

Pour appuyer ses allégations, M.Asselineau cite un reportage de la très sérieuse revue « Historia ». Qui a publié un démenti cinglant, signé de l'historien Eric Roussel:«Monnet détestait toute forme de compromissions. Il y a bien eu un soutien financier au Comité d'action pour les États-Unis d'Europe une entité créée par Jean Monnet, NDLR par la Fondation Ford, mais cette aide n'avait rien de fastueux. La meilleure preuve, c'est que le Comité n'a cessé de tirer le diable par la queue. » L'article indique très clairement que Monnet, fin connaisseur du monde anglosaxon, n'a en aucun cas accepté à titre personnel les dollars de la CIA.

« La revue "Historia" s'est censurée », estime Maria Da Silva, responsable de l'UPR en Charente. « François Asselineau présente des sources crédibles et le débat mérite d'être posé, car nous voulons montrer que l'Europe n'est pas démocratique.»

Le verdict de Michel Adam est sévère : « Cette dérive complotiste de menteurs hallucinants vise à dévaloriser la pensée de Jean Monnet.»

Le lien avec De Gaulle

Les théories complotistes s'appuient également sur des conflits entre De Gaulle et Jean Monnet pour conclure que ce dernier était pro-américain. « Il se méfiait simplement de la tendance du général à devenir un autocrate, répond Michel Adam. Sauf que Monnet change de camp et soutient De Gaulle pour que la France redevienne autonome et non un dominion américano-britannique. Il ne voulait pas détruire les souverainetés des pays européens mais les élargir. »



Michel Adam est spécialiste de la vie de Jean Monnet.

PHOTO ANNE LACAUD

La Charente cherche de la main-d'œuvre

TRAVAIL Selon une enquête de Pôle emploi, les besoins en main-d'œuvre sont particulièrement prégnants en Charente. Dans cette étude, il apparaît que le département se place en première position à l'échel le nationale en ce qui concerne le recrutement de viticul teurs, arboricul teurs salariés, cueilleurs. Il est noté également que 4 862 projets de recrutement non saisonnier sont envisagés soit 55,6 % des projets.

Les motos dans l'impasse

TRANSPORTS

La préfecture ne veut plus que Cognac soit centre d'examen des permis de conduire. La grogne monte

JONATHAN GUÉRIN j.guerin@sudouest.fr

ela fait trente ans que nous sommes là, et on voudrait nous faire partir du jour au lendemain. » La grogne monte chez les auto-écoles du Cognaçais. Elles ont appris il y a un mois que le parking de l'Espace 3 000 ne serait plus un centre d'examen pour les motos.« C'est en tout cas ce qui nous a été dit lors d'une commission sécurité », affirme Antoine Parrain, le gérant de l'auto-école de la base, à Châteaubernard.« La DDT [Direction départementale des territoires, l'administration compétente en la matière, ndlr semble vouloir faire des économies et ne souhaite plus rembourser les allers-retours des inspecteurs sur les sites d'examen.»

Selon les informations recueillies par les professionnels, la somme économisée serait minime: « À raison de trois journées d'examens par mois, on parle de 1 500 euros par an pour Cognac! S'il faut leur payer, on est d'accord pour tous cotiser », affirme une partie des dix gérants que compte le secteur. Sans monter dans les tours, ils mettent en



Antoine Parrain et Fabrice Pons s'opposent au projet. Ils considèrent que la piste de l'Espace 3 000 est adaptée, et qu'aller à Nersac sera dangereux et peu écologique. PHOTO ANNE LACAUD

avant un argument de bons sens : deux inspecteurs de la DDT habiteraient Cognac, et un troisième encore plus à l'Ouest, vers Saintes. « C'est à l'opposé du centre de Nersac, qui serait le nouveau lieu d'examen, démontre un patron. Où sont les économies, puisqu'ils devront aller 40 km plus loin ? On est vraiment dans quelque chose de totalement illogique. L'administration marche sur la tête! »

Le maire alerte le préfet

C'est donc un véritable système ubuesque qui pourrait être mis en place par l'administration. D'autant plus que la piste de Cognac a été validée par la DDT, et que la mairie perçoit un loyer de la part des auto-écoles. « Cette piste est utile au territoire, pose Michel Gourinchas. On n'est pas sûr de comprendre les économies réelles faites par la DTT.» Le maire a donc écrit au préfet pour lui signaler son opposition au changement évoqué.

Conformément à la réserve imposée à l'administration en période électorale, les services préfectoraux n'ont pas souhaité s'exprimer. « Une recherche de solution favorisant le public et les contraintes administratives est lancée », se bornent-ils à faire savoir, ajoutant qu'une tableronde est prévue le 11 mai. En attendant, les principaux intéressés rongent leurs freins, et préparent leurs arguments. « Faire 80 km de plus aller-retour va à l'encontre de toute l'éthique de notre métier », résume Fabrice Pons, patron de l'auto-école de Crouin. « On enseigne la sécurité routière, et on va prendre des risques en faisant la route jusqu'à Nersac. Et puis le code de la route prévoit aussi des notions écologiques, mais on va polluer plus en déplaçant le centre d'examen...»

Les professionnels font actuellement circuler une pétition qu'ils comptent transmettre au préfet pour que ses services annulent cette réforme prévue pour le 1° juin.



Le nouveau foyer pour jeunes travailleurs comptera 80 places. Propriété de la Ville de Cognac, l'établissement sera géré par Pierre-Sémard, qui gère déjà le FJT d'Angoulême. MAGES DE SYNTHÉSE ACG

Le FJT d'Angoulême gérera celui de Cognac

LOGEMENT La préfecture, qui avait écarté l'Aserc, a choisi le Foyer des jeunes travailleurs d'Angoulême pour devenir gestionnaire à Cognac

e suspense est fini. Après des mois d'attente, la préfecture a choisi le nouveau gestionnaire du foyer pour jeunes travailleurs (FJT) de Cognac: il s'agit de l'association Pierre Sémard, qui gère déjà le FJT à Angoulème.

Cette annonce de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) intervient après une longue procédure, très sensible au niveau politique. L'ancien FJT de Cognac avait été fermé par la DDCSPP en octobre 2016, pour des problèmes de gestion. Son président, Bernard Chambaudry, avait préféré dissoudre l'association gestionnaire (Cognac Habitat Jeunes), plutôt que de candidater à sa propre succession.

Ouverture en 2018

En effet, un nouveau FTT est en construction, juste à côté de l'ancien, sur le site de l'ancien hôpital. La DDCSPP avait donc lancé un appel d'offres pour trouver le gestionnaire de cette structure qui devrait ouvrir à la rentrée 2018. Seule en course, l'Aserc (Association socio-éducative de la région Cognac) avait pourtant été écartée en décembre dernier : la Ville de Cognacet la Caisse d'allocations familiales n'étaient pas particulièrement séduits par cette candidature émanant d'une structure (selon eux) pas forcément spécialisée dans le logement pour les jeunes.

Ainsi, la préfecture avait relancé l'appel d'offres en janvier. Un temps pressenti, le FJT de Saintes n'a finalement pas donné suite : « Les règles sont un peu différentes entre la Charente-Maritime et la Charente alors nous avons préféré ne pas candidater», explique aujourd'hui la direction du Logis.

Un acteur connu et reconnu

La seule proposition est venue de l'association Pierre-Sémard, d'Angoulême : « Ils ont présenté un beau projet, validé à l'unanimité », commente Michel Gourinchas. Le maire de Cognac n'avait qu'une voix consultative mais a pris position en tant que maître d'œuvre, puisque le FJT fait partie des grands projets commandés par la mairie dans la réorganisation du chantier de l'ancien hôpital (avec l'assistance de l'Etablissement public foncier). « Il était important de choisir quelqu'un qui a déjà l'habitude de gérer un foyer de jeunes travailleurs », précise Michel Gourinchas.

«Ça correspond à nos compétences», reprend Louis Falguerolles, directeur du FJT Pierre-Sémard. « Nous gérons le foyer depuis trente ans. Aujourd'hui, notre challenge est de répondre aux besoins des jeunes et du territoire de Cognac.» La préfecture a tout de même donné quelques préconisations: la gouvernance de l'association ne devra plus seulement être composée d'Angoumoisins, mais s'ouvrir aux Cognaçais.

Les finances à la loupe

De plus, l'équilibre économique sera également scruté à la loupe. L'Aserc avait demandé une subvention de 100 000 euros pour 80 lits, alors que l'ancien FJT réclamait 40 000 euros pour une quarantaine de places. « Nous avons fait des préconisations pour avoir un certain équilibre financier, qui ne pénalise pas la collectivité », prend soin de préciser Louis Falguerolles. Car c'est Grand-Cognac, de par sa compétence logement, qui fournit une partie du budget de fonctionnement du FJT. « Le business plan prévoit une participation plus faible que prévu de la collectivité, en optimisant le parc locatif, explique le directeur du FJT. Au lieu de 59 logements individuels demandés sur 80 places, nous en proposerons 75. D'expérience, nous savons que les colocations sont peu nombreuses, et qu'il vaut mieux proposer des chambres individuelles. Ainsi, les loyers perçus seront mécaniquement plus nombreux.»

Écoquartier

Le chantier du foyer pour jeunes travailleurs s'inscrit dans une logique plus grande, initiée par la Ville : la création d'un nouveau quartier, sur le site de l'ancien hôpital. L'installation de l'hôtel de Grand-Cognac dans l'ancien orphelinat Martell en est la première réalisation. Concernant l'ancien FJT, il est en cours de démolition. Le nouveau se construit en ce moment à quelques mètres de là, près du terrain des Verriers, racheté à Verallia par Cognac. Domofrance a été choisi comme bailleur social du FJT.



L'ancien bâtiment est en cours de démolition. PALG

Boutique solidaire et aide alimentaire

CHÂTEAUBERNARD Permanence du Secours populairetous les vendre-dis de 14 à 17 heures ainsi que le 2' samedi de chaque mois de 10 à 12 heures. Boutique solidaire ouverte à tous et aide alimentaire, dans les locaux de l'ancienne crèche, résidence du Hameau des Meuniers, rue Jean et Pierre-Bienassis (bâtiment D, entrée A1). Prendre la direction du complexe sportif Jean-Monnet, la résidence est située en face.
Contact: Claudine Poncy au 06 80 40 36 87.